

COMMISSION de SURVEILLANCE  
du SECTEUR FINANCIER

NEWSLETTER  
DE LA CSSF

N°118

Novembre 2010



## RESSOURCES HUMAINES

Depuis la publication de la dernière Newsletter, la CSSF a recruté 6 nouveaux agents. Ces agents ont été affectés aux services suivants :

### Surveillance des banques

Felipe ARAYA HEYART

Bettina EISELE

### Surveillance des fonds de pension, SICAR et organismes de titrisation

Nicolas BECKRICH

### Surveillance des marchés d'actifs financiers

Brice ROBRETEAU

Hary SUTTOR

### Surveillance des entreprises d'investissement

Patrice MACK

Suite au départ d'un agent, la CSSF compte 353 agents, dont 188 hommes et 165 femmes au 1<sup>er</sup> novembre 2010.

## REGLEMENTATION NATIONALE

- **Règlement ministériel du 8 novembre 2010 modifiant l'annexe I C du règlement grand-ducal du 29 octobre 2010 portant exécution de la loi du 27 octobre 2010 relative à la mise en oeuvre de résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies et d'actes adoptés par l'Union européenne comportant des interdictions et mesures restrictives en matière financière à l'encontre de certaines personnes, entités et groupes dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme**
- **Loi du 27 octobre 2010 portant renforcement du cadre légal en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme; portant organisation des contrôles du transport physique de l'argent liquide entrant au, transitant par ou sortant du Grand-Duché de Luxembourg; relative à la mise en oeuvre de résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies et d'actes adoptés par l'Union européenne comportant des interdictions et mesures restrictives en matière financière à l'encontre de certaines personnes, entités et groupes dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme;**
  - modifiant:
    1. le Code pénal;
    2. le Code d'instruction criminelle;
    3. la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire;
    4. la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme;

5. la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie;
6. la loi modifiée du 11 avril 1985 portant approbation de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, ouverte à la signature à Vienne et à New York en date du 3 mars 1980;
7. la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne;
8. la loi du 20 juin 2001 sur l'extradition;
9. la loi du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre Etats membres de l'Union européenne;
10. la loi du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale;
11. la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
12. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
13. la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;
14. la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat;
15. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;
16. la loi modifiée du 10 juin 1999 relative à l'organisation de la profession d'expert-comptable;
17. la loi du 18 décembre 2009 relative à la profession de l'audit;
18. la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives;
19. la loi modifiée du 17 mars 1992 portant approbation de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988;
20. la loi modifiée du 14 juin 2001 portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg, le 8 novembre 1990;
21. la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'enregistrement et des domaines.

- **Règlement grand-ducal du 29 octobre 2010 portant exécution de la loi du 27 octobre 2010 relative à la mise en oeuvre de résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies et d'actes adoptés par l'Union européenne comportant des interdictions et mesures restrictives en matière financière à l'encontre de certaines personnes, entités et groupes dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme**
  
- **Règlement CSSF N°10-03 relatif au carnet de stage à présenter par les candidats réviseurs d'entreprises lors de leur demande d'inscription à l'examen d'aptitude professionnelle**

## SANCTIONS

### Sanctions à l'égard de certaines entités

- Conformément à l'article 63 de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier, la CSSF a infligé une amende d'ordre aux dirigeants d'un PSF pour refus de communiquer certains informations et documents relatifs à la clôture de l'exercice social, demandés par la CSSF, dans le délai imparti.
- Une cinquantaine d'amendes d'ordre ont été infligées aux dirigeants de 14 sociétés d'investissement en capital à risque (SICAR) en raison du non dépôt ou du dépôt tardif des rapports annuels audités et lettres de recommandations pour l'exercice 2009.

- Conformément à l'article 108 (1) de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif, la CSSF a infligé des amendes d'ordre aux dirigeants de plusieurs OPC en raison du non dépôt des rapports annuels audités dans les délais légaux.

### COMMUNIQUE DE PRESSE

#### ■ **COMPTES DE PROFITS ET PERTES DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT AU 30 SEPTEMBRE 2010**

**Communiqué de presse 10/22 du 2 novembre 2010**

**La Commission de Surveillance du Secteur Financier évalue le résultat avant provisions du secteur bancaire luxembourgeois à 3 925 millions d'EUR au 30 septembre 2010. Par rapport au troisième trimestre 2009, le résultat avant provisions diminue ainsi nettement de 19,5%.**

Les profits et pertes renseignés par les banques au troisième trimestre s'inscrivent dans la continuité des résultats publiés au 30 juin 2010. La marge sur intérêts confirme sa régression sur une base annuelle sous l'effet de conditions de transformation moins attrayantes, tandis que les revenus de commissions confirment de même leur progression dans le sillage de la reprise des valeurs boursières depuis leurs niveaux planchers atteints au premier trimestre 2009. Les autres revenus nets, qui évoluent largement en fonction des variations de juste valeur des titres détenus par les banques, restent orientés à la baisse. L'addition de ces évolutions se traduit par une baisse de 9,7% du produit bancaire en comparaison annuelle.

Compte tenu de la hausse de 4,9% des frais généraux, qui s'explique en partie par des dépenses sociales occasionnées par la réduction des effectifs bancaires, le résultat avant provisions au 30 septembre 2010 diminue de 19,5% en comparaison annuelle.

#### *Compte de profits et pertes au 30 septembre 2010*

Postes en millions d'EUR	Septembre 2009	Septembre 2010	%
Marge d'intérêts <sup>1</sup>	5 063	4 285	-15,4%
Revenus de commissions	2 438	2 641	+8,4%
Autres revenus nets	658	442	-32,8%
<b>Produit bancaire</b>	<b>8 159</b>	<b>7 368</b>	<b>-9,7%</b>
Frais de personnel	1 830	1 907	+4,2%
Autres frais généraux	1 451	1 537	+5,9%
<b>Frais généraux</b>	<b>3 281</b>	<b>3 443</b>	<b>+4,9%</b>
<b>Résultat avant provisions</b>	<b>4 878</b>	<b>3 925</b>	<b>-19,5%</b>

<sup>1</sup> Y compris dividendes perçus sur les filiales

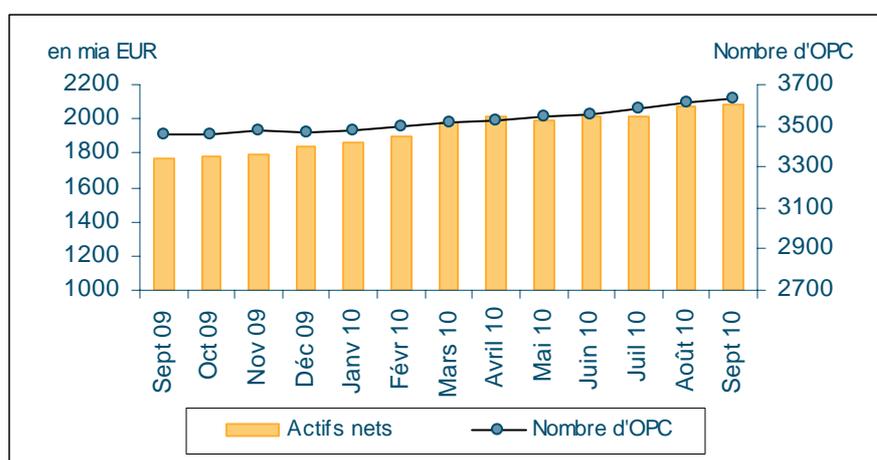
## ■ SITUATION GLOBALE DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF ET DES FONDS D'INVESTISSEMENT SPECIALISES A LA FIN DU MOIS DE SEPTEMBRE 2010

Communiqué de presse 10/21 du 26 octobre 2010

### I. Situation globale

Au 30 septembre 2010, le patrimoine global net des organismes de placement collectif et des fonds d'investissement spécialisés s'est élevé à EUR 2.083,740 milliards contre EUR 2.068,990 milliards au 31 août 2010, soit une augmentation de 0,71% sur un mois. Considéré sur la période des douze derniers mois écoulés, le volume des actifs nets est en augmentation de 17,47%.

En somme, l'industrie des OPC luxembourgeois a enregistré au mois de septembre une variation positive se chiffrant à EUR 14,750 milliards. Cette variation positive se répartit en EUR 5,161 milliards (+0,25%) à cause de l'impact positif des marchés financiers et en EUR 9,589 milliards (+0,46%) provenant d'émissions nettes positives.



Le nombre d'organismes de placement collectif (OPC) et de fonds d'investissement spécialisés (FIS) pris en considération est de 3.633 par rapport à 3.614 le mois précédent. 2.248 entités ont adopté une structure à compartiments multiples ce qui représente 11.370 compartiments. En y ajoutant les 1.385 entités à structure classique, un nombre total de 12.755 entités sont actives sur la place financière.

Concernant l'impact des marchés financiers et l'investissement net en capital sur les OPC luxembourgeois, les faits suivants sont à relever pour le mois de septembre.

La baisse du cours de l'USD par rapport à l'EUR de plus de 7% a impacté négativement les actifs nets de toutes les catégories d'OPC investissant dans des titres libellés en USD.

La publication au mois de septembre d'indicateurs économiques meilleurs que prévus est à l'origine du fait que la plupart des marchés d'actions ont progressé positivement de sorte que les actifs nets des OPC à actions ont été positivement impactés. Seuls, les OPC à actions japonaises ont enregistré un impact négatif en raison de la dépréciation du YEN par rapport à l'EUR.

### Evolution des OPC à actions au mois de septembre 2010\*

	Variation de marché	Emissions nettes
Actions marché global	2,29%	-0,57%
Actions européennes	4,06%	-0,06%
Actions américaines	2,48%	-0,85%
Actions japonaises	-0,55%	-0,94%
Actions Europe de l'Est	1,66%	-0,01%
Actions Asie	4,09%	1,89%
Actions Amérique latine	3,38%	0,95%
Actions autres	3,30%	1,28%

\* Variation en % des actifs nets par rapport au mois précédent

Sur le marché des obligations d'Etat européennes, les problèmes de dette souveraine de quelques pays européens ont fait augmenter légèrement les taux de rendement des obligations d'Etat. En conséquence les OPC à obligations européennes ont enregistré des baisses de cours et ont subi un investissement en capital négatif pour le mois de septembre.

Aux Etats-Unis, la volonté affichée de la banque centrale américaine de continuer à racheter des obligations d'Etat et de poursuivre ainsi sa politique monétaire expansive a fait baisser les taux de rendement des obligations d'Etat américaines. La hausse résultante des cours des OPC à obligations américaines a été accompagnée d'un investissement net en capital positif pour le mois de septembre.

### Evolution des OPC à revenu fixe au mois de septembre 2010\*

	Variation de marché	Emissions nettes
Marché monétaire en EUR	-1,34%	-3,57%
Marché monétaire en USD	-7,05%	2,64%
Marché monétaire marché global	-0,95%	-2,67%
Obligations libellées en EUR	-2,25%	-1,04%
Obligations libellées en USD	-5,68%	3,30%
Obligations marché global	-2,07%	1,11%
Obligations High Yield	-0,83%	5,71%
Autres	-1,65%	-0,35%

\* Variation en % des actifs nets par rapport au mois précédent

L'évolution des actifs nets des OPC luxembourgeois à revenu diversifié et des fonds de fonds au mois de septembre est illustrée dans le tableau suivant :

### OPC diversifiés et Fonds de Fonds au mois de septembre 2010\*

	Variation de marché	Emissions nettes
OPC diversifiés	2,90%	1,22%
Fonds de Fonds	0,88%	0,39%

• Variation en % des actifs nets par rapport au mois précédent

## Commission de Surveillance du Secteur Financier

### II. Ventilation du nombre et des avoirs nets des OPC selon les parties I et II de la loi de 2002 et les FIS

	OPC PARTIE I		OPC PARTIE II		FIS		TOTAL	
	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)
31/12/2006	1 469	1 516,540 €	552	249,916 €	217	78,394 €	2 238	1 844,850 €
31/01/2007	1 482	1 558,650 €	556	256,698 €	222	80,462 €	2 260	1 895,810 €
28/02/2007	1 490	1 568,660 €	561	259,029 €	227	81,018 €	2 278	1 908,707 €
31/03/2007	1 457	1 580,732 €	563	265,013 €	228	81,615 €	2 248	1 927,360 €
30/04/2007	1 461	1 613,851 €	571	269,882 €	244	83,263 €	2 276	1 966,996 €
31/05/2007	1 469	1 660,616 €	578	277,244 €	255	86,802 €	2 302	2 024,662 €
30/06/2007	1 492	1 675,029 €	584	283,491 €	276	88,502 €	2 352	2 047,022 €
31/07/2007	1 519	1 676,027 €	586	285,907 €	302	91,043 €	2 407	2 052,977 €
31/08/2007	1 538	1 649,820 €	585	288,727 €	337	96,757 €	2 460	2 035,304 €
30/09/2007	1 547	1 668,478 €	588	289,818 €	366	100,848 €	2 501	2 059,144 €
31/10/2007	1 599	1 713,963 €	608	297,171 €	411	112,385 €	2 618	2 123,519 €
30/11/2007	1 639	1 652,126 €	618	294,554 €	504	117,117 €	2 761	2 063,797 €
31/12/2007	1 653	1 646,341 €	643	295,939 €	572	117,115 €	2 868	2 059,395 €
31/01/2008	1 662	1 539,494 €	653	293,197 €	617	118,450 €	2 932	1 951,141 €
29/02/2008	1 680	1 543,385 €	654	296,900 €	638	122,560 €	2 972	1 962,845 €
31/03/2008	1 700	1 480,352 €	663	292,614 €	649	122,479 €	3 012	1 895,445 €
30/04/2008	1 733	1 541,312 €	675	296,483 €	675	126,281 €	3 083	1 964,076 €
31/05/2008	1 736	1 566,198 €	678	303,800 €	691	126,961 €	3 105	1 996,959 €
30/06/2008	1 755	1 480,895 €	682	292,539 €	716	128,658 €	3 153	1 902,092 €
31/07/2008	1 784	1 471,973 €	688	292,279 €	748	132,105 €	3 220	1 896,357 €
31/08/2008	1 817	1 487,918 €	695	293,025 €	772	137,050 €	3 284	1 917,993 €
30/09/2008	1 827	1 375,104 €	699	285,360 €	796	136,232 €	3 322	1 796,696 €
31/10/2008	1 845	1 243,344 €	701	270,891 €	805	132,793 €	3 351	1 647,028 €
30/11/2008	1 840	1 206,535 €	709	265,744 €	815	131,958 €	3 364	1 604,237 €
31/12/2008	1 826	1 169,389 €	708	259,809 €	837	130,455 €	3 371	1 559,653 €
31/01/2009	1 837	1 183,116 €	710	252,878 €	851	135,540 €	3 398	1 571,534 €
28/02/2009	1 838	1 149,100 €	709	246,367 €	855	134,824 €	3 402	1 530,291 €
31/03/2009	1 840	1 154,891 €	698	240,229 €	858	131,443 €	3 396	1 526,563 €
30/04/2009	1 847	1 213,147 €	697	240,906 €	871	138,879 €	3 415	1 592,932 €
31/05/2009	1 849	1 243,508 €	693	235,626 €	883	140,135 €	3 425	1 619,269 €
30/06/2009	1 846	1 255,762 €	691	232,770 €	898	142,724 €	3 435	1 631,256 €
31/07/2009	1 848	1 327,841 €	684	234,610 €	906	143,579 €	3 438	1 706,030 €
31/08/2009	1 851	1 360,316 €	678	232,282 €	920	146,819 €	3 449	1 739,417 €
30/09/2009	1 849	1 394,016 €	670	229,669 €	938	150,149 €	3 457	1 773,834 €
31/10/2009	1 844	1 399,816 €	664	227,254 €	946	150,458 €	3 454	1 777,528 €
30/11/2009	1 858	1 415,274 €	651	221,603 €	964	152,033 €	3 473	1 788,910 €
31/12/2009	1 843	1 465,743 €	649	221,203 €	971	154,047 €	3 463	1 840,993 €
31/01/2010	1 842	1 477,013 €	649	220,250 €	989	163,425 €	3 480	1 860,688 €
28/02/2010	1 843	1 511,384 €	646	221,532 €	1 009	165,018 €	3 498	1 897,934 €
31/03/2010	1 847	1 584,238 €	643	226,268 €	1 026	170,032 €	3 516	1 980,538 €
30/04/2010	1 842	1 611,938 €	640	227,551 €	1 039	173,398 €	3 521	2 012,887 €
31/05/2010	1 846	1 589,202 €	637	225,773 €	1 059	177,438 €	3 542	1 992,413 €
30/06/2010	1 843	1 600,977 €	636	224,773 €	1 071	184,887 €	3 550	2 010,637 €
31/07/2010	1 849	1 610,800 €	638	222,244 €	1 095	186,179 €	3 582	2 019,223 €
31/08/2010	1 855	1 653,112 €	637	223,081 €	1 122	192,797 €	3 614	2 068,990 €
30/09/2010	1 858	1 667,806 €	631	220,834 €	1 144	195,100 €	3 633	2 083,740 €

### ■ AVERTISSEMENT : FAUX SITE INTERNET DE LA CSSF

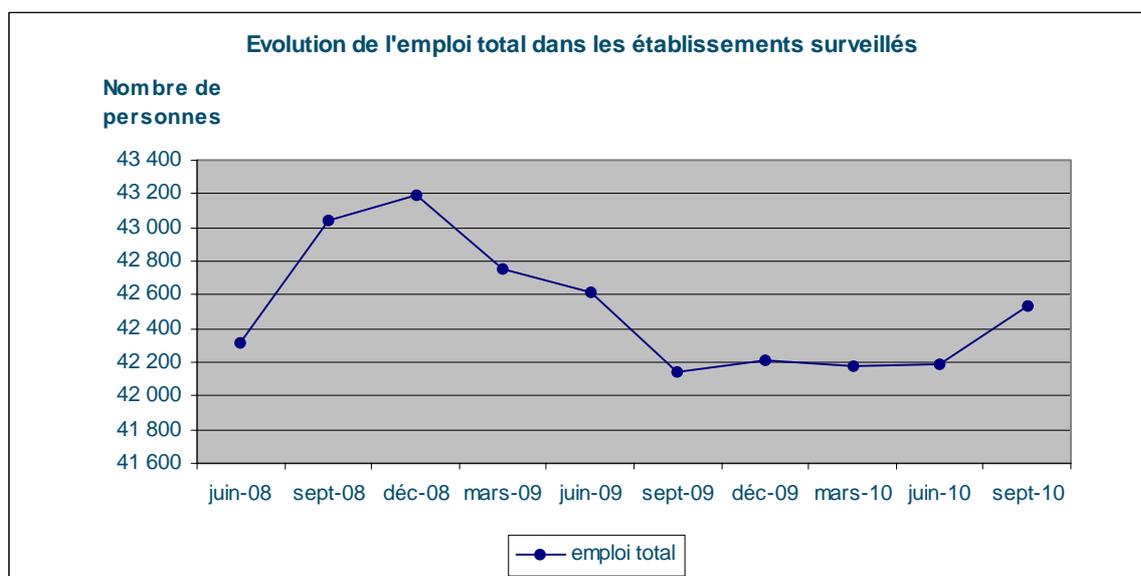
Communiqué de presse 10/20 du 21 octobre 2010

La CSSF avertit tous les professionnels du secteur financier ainsi que le public d'un faux site Internet de la CSSF à l'adresse [www.luxcssf.org](http://www.luxcssf.org) qui prétend être le site officiel de la CSSF et dont le but est de tromper les utilisateurs de l'Internet. Certaines pages de ce faux site peuvent induire les visiteurs qui ne se doutent de rien ou bien des personnes, contactées d'une autre manière et ayant reçu ce faux site Internet comme référence, à révéler à l'opérateur de ce site leur adresse e-mail et d'autres informations encore. L'existence de ce faux site Internet a été dénoncée au procureur de Luxembourg.

Le seul site Internet officiel de la CSSF est à l'adresse [www.cssf.lu](http://www.cssf.lu).

## STATISTIQUES

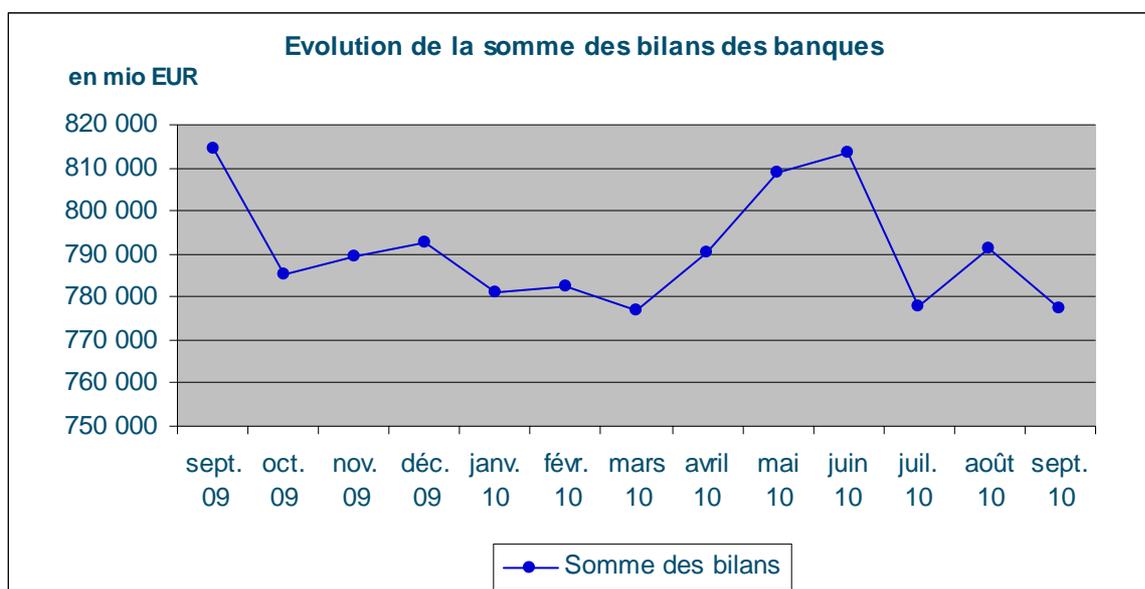
### ■ EVOLUTION DE L'EMPLOI TOTAL DANS LES ETABLISSEMENTS SURVEILLES



Veuillez noter que dû à des problèmes de reporting électronique des sociétés de gestion, le chiffre de l'emploi total est provisoire.

## ■ BANQUES

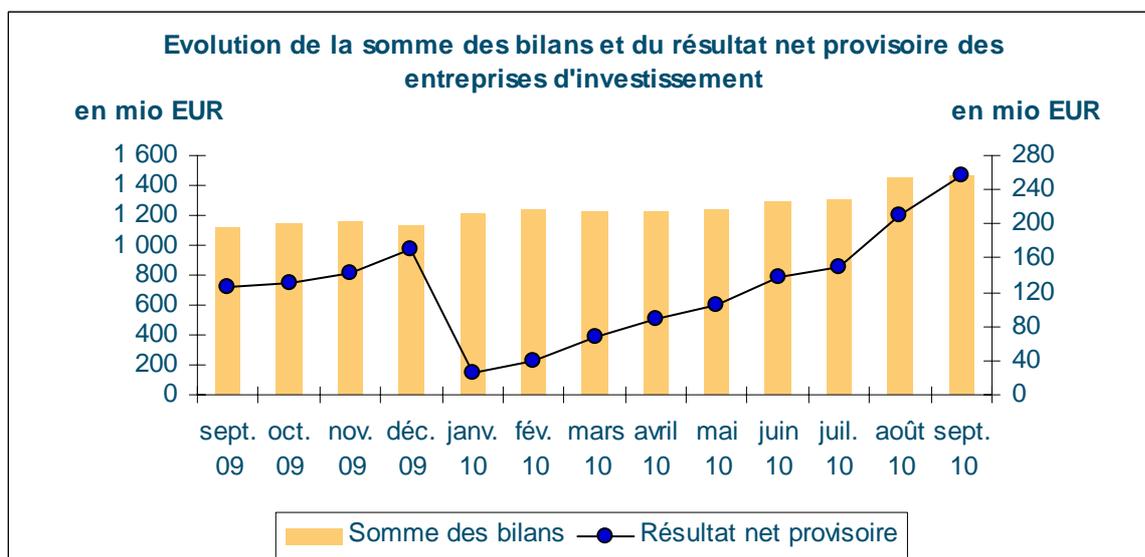
Somme des bilans des banques au 30 septembre 2010 en baisse



La somme des bilans baisse de 1,75% sur un mois. En glissement annuel, la baisse atteint 4,60%.

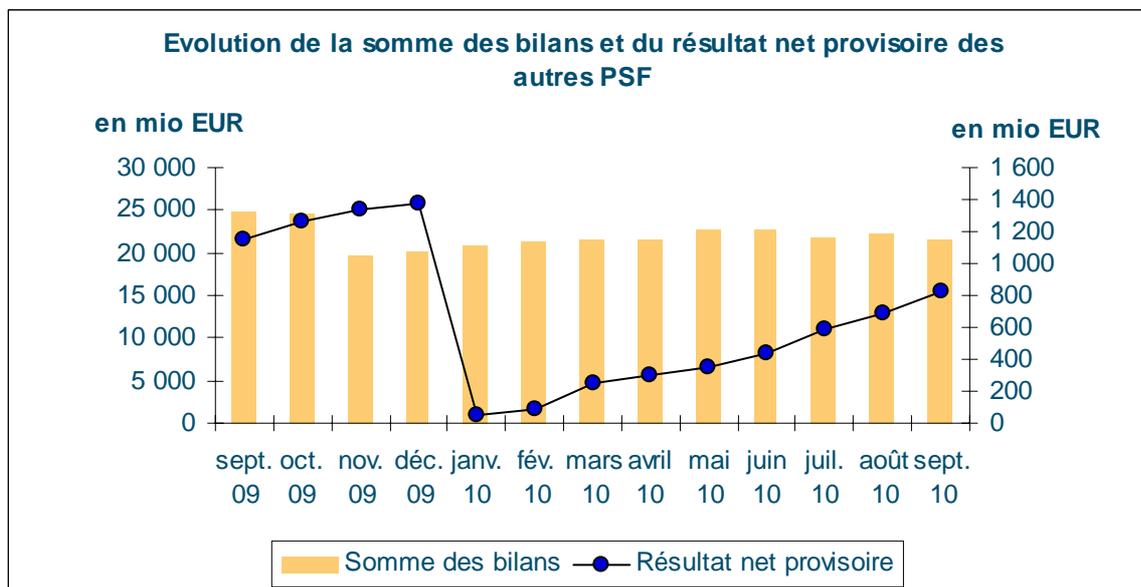
## ■ ENTREPRISES D'INVESTISSEMENT

Somme des bilans des entreprises d'investissement au 30 septembre 2010 en hausse



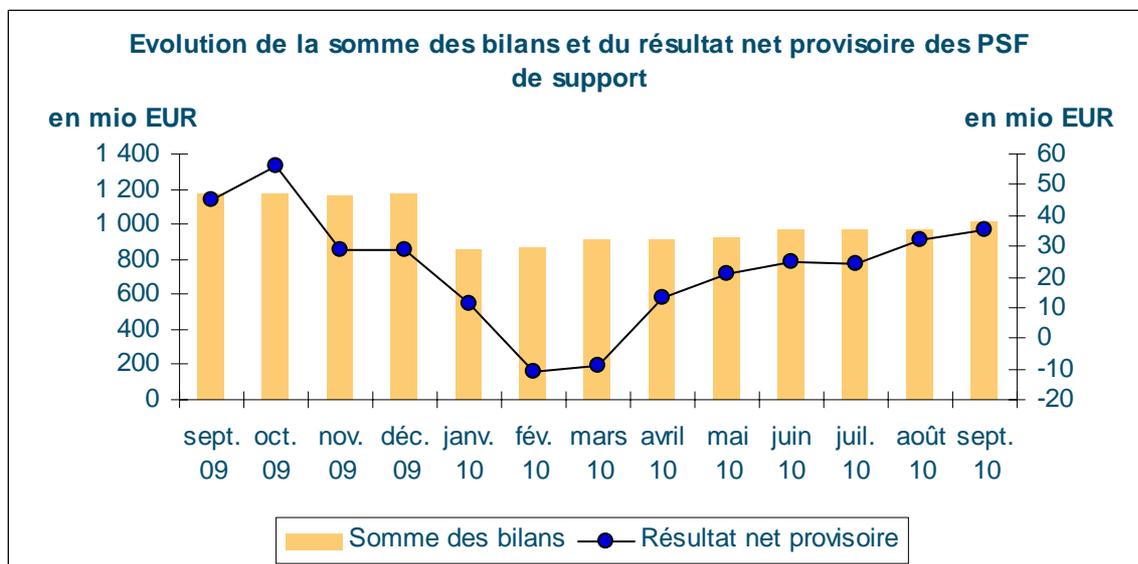
## ■ AUTRES PROFESSIONNELS DU SECTEUR FINANCIER

Somme des bilans des autres PSF au 30 septembre 2010 en baisse



## ■ PSF DE SUPPORT

Somme des bilans des PSF de support au 30 septembre 2010 en hausse



### ■ SOCIÉTÉS DE GESTION

#### **Agrément de trois nouvelles sociétés de gestion relevant du chapitre 13 de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif**

La Commission de Surveillance du Secteur Financier informe que trois nouvelles sociétés de gestion ont été inscrites sur le tableau officiel des sociétés de gestion régies par le chapitre 13 de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif.

Il s'agit des entités suivantes :

ETHENEA INDEPENDENT INVESTORS S.A.

FUNDS MANAGEMENT COMPANY S.A.

RENAISSANCE ASSET MANAGERS (LUXEMBOURG) S.A.

Les sociétés de gestion sous rubrique sont exclusivement actives dans le domaine de la gestion collective.

Suite au retrait de UBS SHORT-TERM INVESTMENT MANAGEMENT COMPANY S.A., UBS STRATEGY FUND MANAGEMENT COMPANY S.A., UBS MONEY MARKET FUND MANAGEMENT COMPANY S.A., UBS DYNAMIC FLOOR FUND MANAGEMENT COMPANY S.A., le nombre de sociétés de gestion relevant du chapitre 13 de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif et pouvant bénéficier depuis le 13 février 2004 du passeport européen par voie de libre établissement ou de libre prestation de services dans un Etat membre de l'Union européenne s'élève à 190 au 9 novembre 2010.

### ■ FONDS DE PENSION, SICAR ET ORGANISMES DE TITRISATION AGREES

#### **Inscription de cinq sociétés d'investissement en capital à risque (SICAR)**

Depuis la publication de la dernière Newsletter, cinq SICAR ont été inscrites sur la liste officielle des SICAR régies par la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR).

Les SICAR suivantes ont été inscrites sur la liste officielle :

PARTHENOS S.A. SICAR, 19-21, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg

QUREINVEST II (SCS) SICAR, 231. Val des Bons-Malades, L-1724 Luxembourg

QUREINVEST II INVESTMENTS (SCA) SICAR, 231, Val des Bons-Malades, L-1724 Luxembourg

CREATHOR VENTURE FUND III (SCS) SICAR, 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 LUXEMBOURG

CREATHOR VENTURE FUND III PARALLEL (SCS) SICAR, 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg

Au 4 novembre 2010 le nombre des SICAR inscrites sur la liste officielle s'élève à 239 unités.

Au 4 novembre 2010, 15 fonds de pension sous forme de société d'épargne pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep) sont inscrits sur la liste officielle des fonds de pension régis par la loi du 13 juillet 2005.

A la même date, 13 professionnels sont agréés pour exercer l'activité de gestionnaire de passif pour les fonds de pension soumis à la loi du 13 juillet 2005.

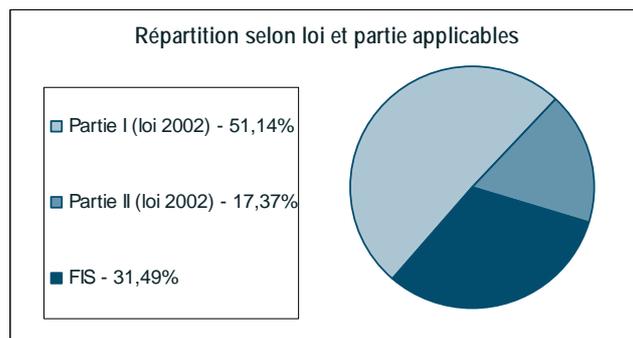
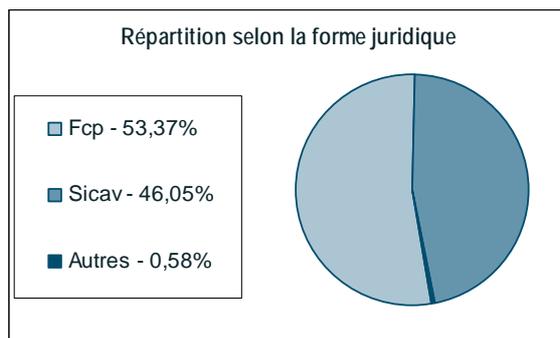
Le nombre des organismes de titrisation agréés par la CSSF conformément à la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation s'élève à 25 unités au 4 novembre 2010.

## STATISTIQUES OPC

### Statistiques trimestrielles sur l'industrie des organismes de placement collectif Situation au 30 septembre 2010

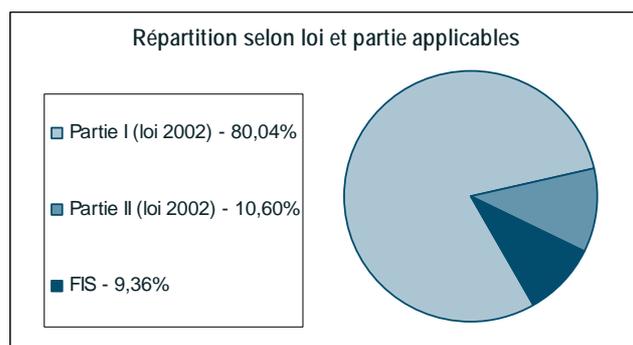
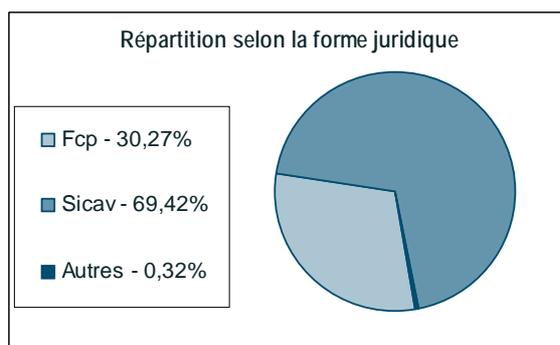
En plus des statistiques mensuelles, la lettre d'information reprend tous les trois mois des informations plus détaillées sur le secteur des fonds d'investissement, notamment en ce qui concerne l'origine des promoteurs et la politique d'investissement des OPC.

#### ■ NOMBRE D'OPC



Loi, partie \ forme juridique	FCP	SICAV	Autres	Total
Partie I (loi 2002)	1 181	677	0	1 858
Partie II (loi 2002)	283	342	6	631
FIS	475	654	15	1 144
<b>TOTAL</b>	<b>1 939</b>	<b>1 673</b>	<b>21</b>	<b>3 633</b>

#### ■ ACTIFS NETS DES OPC



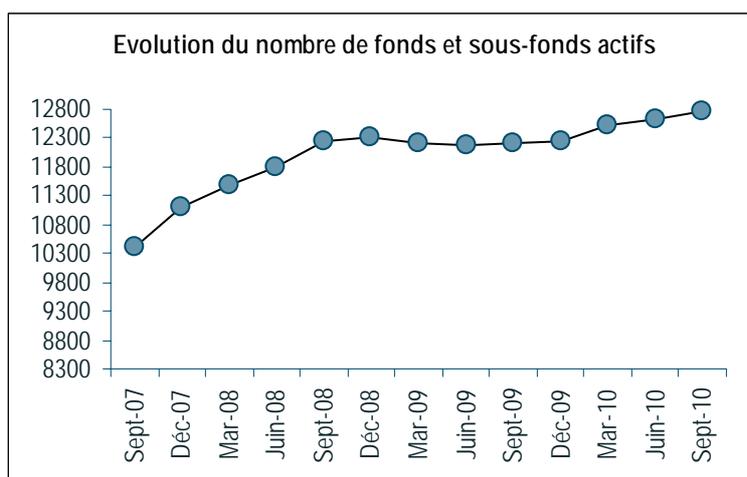
Loi, partie \ forme juridique (en mia EUR)	FCP	SICAV	Autres	Total
Partie I (loi 2002)	464,877	1 202,929	0,000	1 667,806
Partie II (loi 2002)	82,209	137,689	0,936	220,834
FIS	83,587	105,838	5,675	195,100
<b>TOTAL</b>	<b>630,673</b>	<b>1 446,456</b>	<b>6,611</b>	<b>2 083,740</b>

## STATISTIQUES OPC

### ■ ORIGINE DES PROMOTEURS DES OPC LUXEMBOURGEOIS

	Actifs nets (en mia EUR)	En %
Etats-Unis	460,635	22,1%
Allemagne	369,522	17,7%
Suisse	324,118	15,6%
Grande-Bretagne	278,998	13,4%
France	170,686	8,2%
Italie	170,628	8,2%
Belgique	115,055	5,5%
Pays-Bas	41,924	2,0%
Suède	34,984	1,7%
Luxembourg	31,198	1,5%
Autres	85,992	4,1%
<b>TOTAL</b>	<b>2 083,740</b>	<b>100%</b>

### ■ EVOLUTION DU NOMBRE D'UNITES



### ■ POLITIQUE D'INVESTISSEMENT DES OPC LUXEMBOURGEOIS

	Actifs nets (en mia EUR)
VM à revenu fixe (*)	910,607
VM à revenu variable (**)	611,979
VM diversifiées (***)	353,602
Fund of funds (****)	151,555
Liquidités	8,207
Immobilier	20,310
Futures, options, warrants	20,281
Divers (*****)	7,199
<b>TOTAL</b>	<b>2 083,740</b>

(\*) dont 296,497 milliards d'euros en instruments du marché monétaire et autres titres à court terme

(\*\*) dont 5,673 milliards d'euros en valeurs mobilières non cotées et 0,209 milliards d'euros en capitaux à risque élevé

(\*\*\*) dont 2,361 milliards d'euros en valeurs mobilières non cotées et 0,376 milliards d'euros en capitaux à risque élevé

(\*\*\*\*) dont 0,245 milliards d'euros en valeurs mobilières non cotées et 0,002 milliards d'euros en capitaux à risque élevé

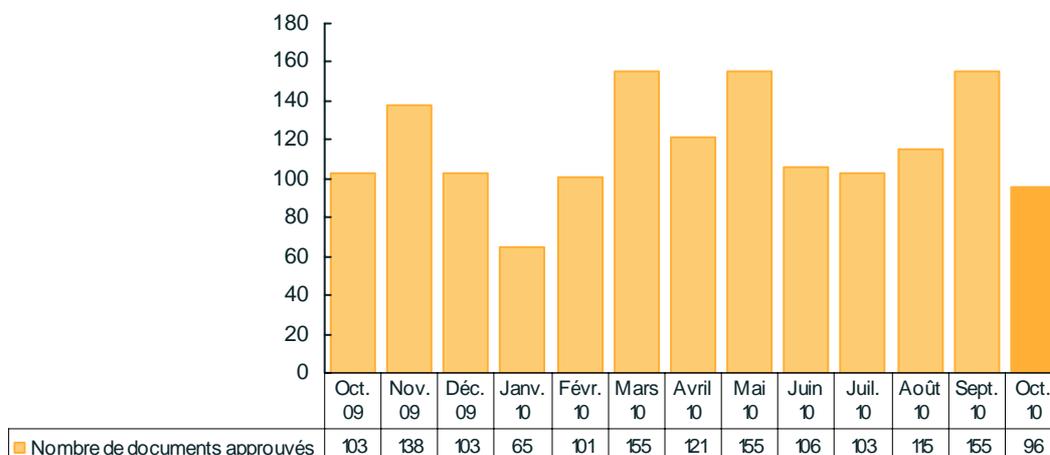
(\*\*\*\*\*) dont 0,082 milliards d'euros en capitaux à risque élevé

## ■ PROSPECTUS POUR VALEURS MOBILIERES EN CAS D'OFFRE AU PUBLIC OU D'ADMISSION A LA NEGOCIATION SUR UN MARCHÉ REGLEMENTE (PARTIE II ET PARTIE III, CHAPITRE 1 DE LA LOI RELATIVE AUX PROSPECTUS POUR VALEURS MOBILIERES)

### 1. ACTIVITE D'APPROBATION

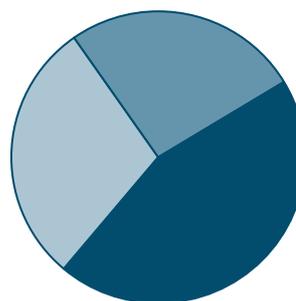
Pour le mois d'octobre 2010, un total de 96 documents a été approuvé par la CSSF dont 25 prospectus, 28 prospectus de base et 43 suppléments.

Nombre de documents approuvés d'octobre 2009 à octobre 2010



Répartition des documents approuvés au mois d'octobre 2010

- Prospectus de base : 29,17%
- Prospectus (autres que Prospectus de base) : 26,04%
- Suppléments : 44,79%

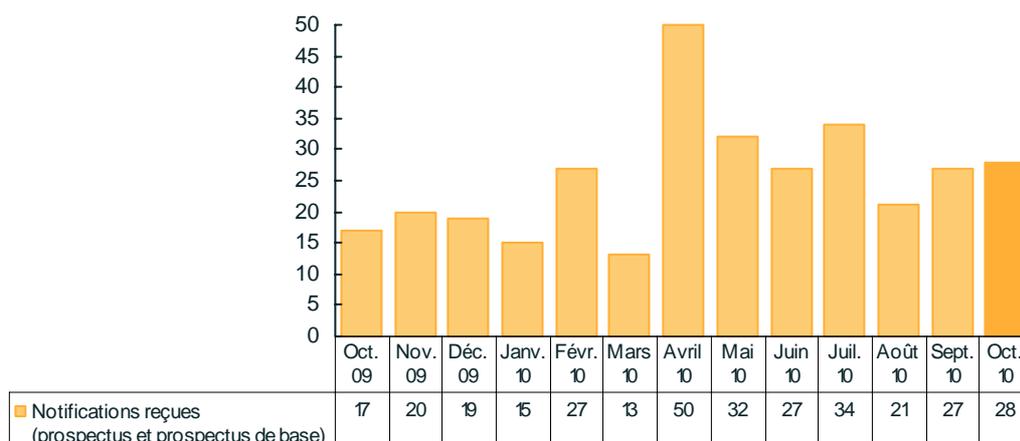


## 2. ACTIVITE DE NOTIFICATION

### 2.1. Notifications reçues par la CSSF

Pour le mois d'octobre 2010, la CSSF a reçu 28 notifications relatives à des prospectus et prospectus de base et 27 par rapport à des suppléments en provenance des autorités compétentes de plusieurs Etats membres de l'Union européenne.

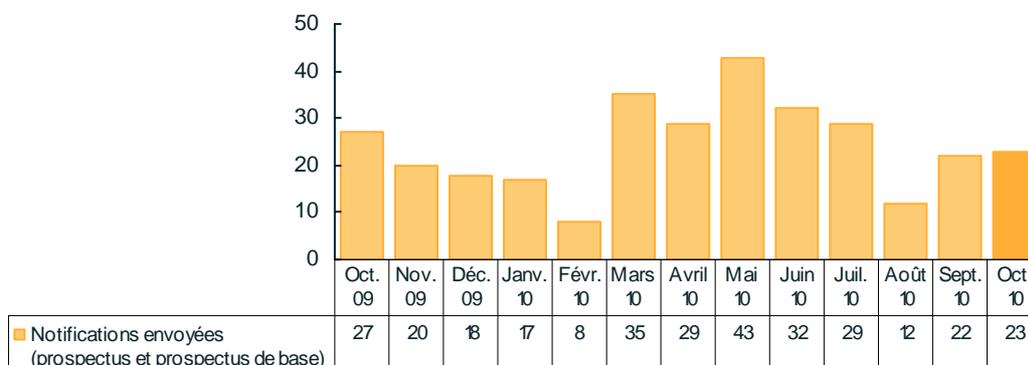
**Notifications reçues (prospectus et prospectus de base) par la CSSF  
d'octobre 2009 à octobre 2010**



### 2.2. Notifications envoyées par la CSSF

Pour le mois d'octobre 2010, la CSSF a envoyé des notifications pour 23 prospectus et prospectus de base et pour 25 suppléments<sup>1</sup> approuvés par ses soins vers les autorités compétentes des Etats membres de l'Union européenne.

**Notifications envoyées (prospectus et prospectus de base) par la CSSF  
d'octobre 2009 à octobre 2010**



<sup>1</sup> Ce chiffre correspond au nombre de prospectus, prospectus de base et suppléments pour lesquels la CSSF a envoyé une ou plusieurs notifications. Dans le cas de notifications envoyées à des dates différentes et/ou dans plusieurs Etats membres, seule la première est prise en compte dans le calcul des statistiques. Ainsi, chaque document notifié dans un ou plusieurs Etats membres n'est compté qu'une seule fois.

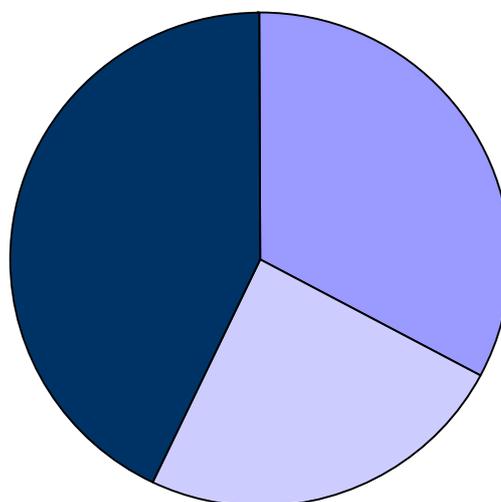
### ■ EMETTEURS DE VALEURS MOBILIERES DONT LE LUXEMBOURG EST L'ETAT MEMBRE D'ORIGINE EN VERTU DE LA LOI DU 11 JANVIER 2008 RELATIVE AUX OBLIGATIONS DE TRANSPARENCE SUR LES EMETTEURS DE VALEURS MOBILIERES (LA « LOI TRANSPARENCE »)

Au cours du mois d'octobre 2010, 8 émetteurs ont désigné le Luxembourg comme Etat membre d'origine pour les besoins de la Loi Transparence. Par ailleurs, 4 émetteurs ont été retirés de la liste du fait qu'ils n'ont plus de valeurs mobilières admises à la négociation sur aucun marché réglementé situé ou opérant dans un pays de l'EEE.

Au 10 novembre 2010, 727 émetteurs sont repris sur la liste des émetteurs dont le Luxembourg est l'Etat membre d'origine en vertu de la Loi Transparence et sont donc soumis à la surveillance de la CSSF.

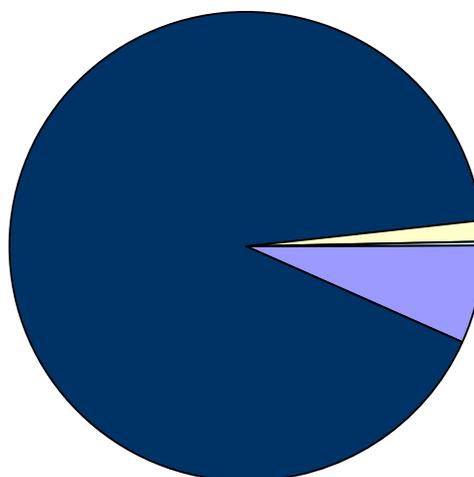
#### Répartition des émetteurs par pays

■ Luxembourg	: 32,87%
■ Espace Economique Européen	: 23,93%
■ Pays Tiers	: 43,19%



#### Répartition des émetteurs par type de valeur mobilière admise à la négociation

■ Actions	: 6,74%
■ Titres de créance	: 91,47%
■ Certificats représentatifs	: 1,38%
■ Warrants	: 0,41%



## LISTES OFFICIELLES

### ■ LISTE DES BANQUES

#### Changement de dénomination :

NORD EUROPE PRIVATE BANK a changé sa dénomination en  
**UFG-LFP PRIVATE BANK**

#### Changement d'adresse :

**HSBC Trinkaus & Burkhardt (International) S.A.**  
8, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg – Findel

### ■ LISTE DES AUTRES PROFESSIONNELS DU SECTEUR FINANCIER (PSF)

#### Nouvelle autorisation :

##### **LUXEMBOURG E-ARCHIVING S.A.**

4, route d'Arlon, L-8399 Windhof

Statuts : agent de communication à la clientèle, opérateur de systèmes informatiques secondaires et de réseaux de communications du secteur financier

Autorisation ministérielle du 20 septembre 2010

#### Retraits volontaires :

##### **VECO TRUST (LUXEMBOURG) S.A.**

Retrait le 6 octobre 2010

##### **VR NETZE LUXEMBOURG S.à R.L.**

4, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen

Retrait le 31 octobre 2010

#### Elargissement de statut :

##### **ANPHIKO ASSET MANAGEMENT S.A.**

Statuts : agent teneur de registre, domiciliataire de sociétés et professionnel effectuant des services de constitution et de gestion de sociétés

Autorisation ministérielle du 20 octobre 2010

#### Changements d'adresse :

##### **FIDESSA S.A.**

51, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg

##### **FUCHS & ASSOCIES FINANCE S.A.**

47, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg

##### **HALIAN PSF S.à R.L.**

23, rue des Bruyères, L-1274 Howald

##### **JTC (LUXEMBOURG) S.A.**

46a, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

## ■ LISTE DES SOCIÉTÉS DE GESTION

### Nouvelle autorisation :

**FUNDS MANAGEMENT COMPANY S.A.**

3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

### Retraits :

**UBS MONEY MARKET FUND MANAGEMENT COMPANY S.A.**

33A, avenue J. F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

**UBS DYNAMIC FLOOR FUND MANAGEMENT COMPANY S.A.**

33A, avenue J. F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

**UBS SHORT TERM INVEST MANAGEMENT COMPANY S.A.**

33A, avenue J. F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

**UBS STRATEGY FUND MANAGEMENT COMPANY S.A.**

33A, avenue J. F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

### Changements d'adresse :

**CALLANDER MANAGERS S.A.**

30, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg

**CMI ASSET MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A.**

40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg

**SMART ASSET MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A.**

24, rue des Genêts, L-1621 Luxembourg

## ■ LISTE DES ORGANISMES DE TITRISATION

### Changements d'adresse :

**AIV S.A.**

9B, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg

**ALLEGRO INVESTMENT CORPORATION S.A.**

9B, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg

**BLUEORCHARD LOANS FOR DEVELOPMENT S.A.**

9B, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg

**LEVADE S.A.**

9B, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg

**VIVALDIS – GESELLSCHAFT FÜR STRUKTURIERTE LÖSUNGEN S.A.**

9B, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg

## ■ LISTE DES SICAR

### Nouvelles autorisations :

#### **CREATHOR VENTURE FUND III (SCS) SICAR**

5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg

#### **CREATHOR VENTURE FUND III PARALLEL (SCS) SICAR**

5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg

#### **PARTHENOS S.A. SICAR**

19-21, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg

#### **QUREINVEST II (SCS) SICAR**

231, Val des Bons-Malades, L-2121 Luxembourg

#### **QUREINVEST II INVESTMENTS (SCS) SICAR**

231, Val des Bons-Malades, L-2121 Luxembourg

## ■ LISTE DES EMETTEURS DE VALEURS MOBILIERES DONT LE LUXEMBOURG EST L'ETAT MEMBRE D'ORIGINE EN VERTU DE LA LOI TRANSPARENCE

### Nouveaux émetteurs :

#### NOM

Abbott Japan Co., Ltd  
Arpeggio Investment Corporation S.A.  
Asset-Backed European Securitisation  
Transaction Five S.A.  
Banco Itau Europa S.A.  
Cassa di Risparmio di Bolzano S.p.A.  
Charlottenburg Capital International S.à r.l. & Cie SECS  
European Clean Tech 1 S.E.  
Geldilux-TS-2010 S.A.  
Global Investor Solutions I S.A.

#### PAYS DU SIEGE

Japon  
Luxembourg  
  
Luxembourg  
Portugal  
Italie  
Luxembourg  
Luxembourg  
Luxembourg  
Luxembourg

### Retraits :

#### NOM

Alliance DPR Company  
Berica MBS S.R.L.  
Fund Basket Investments (Jersey) (1) Limited  
INVERTOTAL S.A. DE C.V., SOFOM E.N.R.  
ISLES CBO LIMITED  
Mutual Fund Basket Investments (Jersey) (1) Limited  
Nordea Bank Danmark A/S  
Orion Prime LTD.  
Oscar Funding Corp XIV  
Sainternational S.A.  
SONATA SECURITIES S.A.  
VCL NO. 10 S.A.

#### PAYS DU SIEGE

Îles Caïmans  
Italie  
Jersey  
Mexique  
Îles Caïmans  
Jersey  
Danemark  
Singapour  
Îles Caïmans  
Luxembourg  
Luxembourg  
Luxembourg

### ■ LISTE DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF (OPC)

#### Inscriptions et retraits de la liste officielle des organismes de placement collectif luxembourgeois pendant le mois de septembre 2010

Durant le mois de référence, les quarante organismes de placement collectif et fonds d'investissement spécialisés suivants ont été inscrits sur la liste officielle :

##### 1) OPC partie I :

- AKTIVA FONDER SICAV, 14, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- AWM MULTIMANAGER, 1B, Parc d'activité Syrdall, L-5365 Munsbach
- CASH PLUS, 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- COLIN & CIE. FUND, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen
- DIP, 6A, Parc d'activité Syrdall, L-5365 Munsbach
- EM EQUITIES, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- NATIXIS ABSOLUTE GLOBAL SICAV, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- PEGASO CAPITAL SICAV, 33, rue de Gasperich, L-5826 Howald-Hesperange
- PLF, 14, Parc d'activité Syrdall, L-5365 Munsbach
- RENAISSANCE ASSET MANAGERS GLOBAL FUNDS, 6, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- SEB SICAV 4, 6A, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxembourg

##### 2) FIS :

- 1798 FUNDS, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- A-DKBANKLUX1-FONDS, 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- ADVANTAGE PREMIERE FUND S.C.A., SICAV-FIS, 412F, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- ALLIANCEBERNSTEIN STRATEGIC OPPORTUNITIES LUXEMBOURG FUND, 18, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
- ALPHABRIDGE INVEST S.C.A., SICAV-SIF, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- ALPSTAR CAPITAL FUNDS S.C.A., 31, Z.A. Bourmicht, L-8070 Bertrange
- ALURA CAPITAL PARTNERS FUND SICAV-FIS, 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg
- BTMU - GS US INTERMEDIATE CORPORATE FUND, 287-289, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg
- BTMU - PIMCO US INTERMEDIATE CORPORATE FUND, 287-289, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg
- CAPMAN MEZZANINE V FUND FCP-SIF, 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg
- CARDEA INTERNATIONAL FUND S.C.A., SICAV-SIF, 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg
- CHI-SQUARE S.C.A., SICAV-FIS, 16, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- DWS INDIA CONSUMPTION EQUITY MASTER FUND, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- GLENDEVON KING GLOBAL FUND SICAV-SIF, 33, rue de Gasperich, L-5826 Howald-Hesperange
- GOLDING MEZZANINE SICAV-FIS V, 43, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- IMMOFINRE II SCA, SICAV-FIS, 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg
- INVESCO REAL ESTATE - UK III FUND, 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg
- JUNE S.C.A., SICAV-FIS, 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg
- KIRCHBERG SECURITIES FINANCE FUND, SICAV-SIF, 46, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- LEUDELANGE FUND, SICAV-SIF, 8, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel-Golf
- LION FUND, 14, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- MAGNITUDE FUND, 6A, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxembourg
- MERIT CAPITAL SICAV-SIF, 14, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- MHTB JAPAN EQUITY FUND, 1B, Parc d'activité Syrdall, L-5365 Munsbach
- MIZUHO TB FUND, 1B, Parc d'activité Syrdall, L-5365 Munsbach
- NEXT ESTATE INCOME FUND, 33, rue de Gasperich, L-5826 Howald-Hesperange
- PARTHENA REYS PERENNIAL FUND S.C.A., SICAV-FIS, 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg
- PHENIX INVESTMENTS FUND, 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg
- VESTA INVESTMENT SICAV, 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg

Les vingt-et-un organismes de placement collectif et fonds d'investissement spécialisés suivants ont été retirés de la liste officielle au cours du mois de septembre 2010 :

**1) OPC partie I :**

- ALLIANZ FONDS PORTFOLIO ERTRAG, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- ANIMA SICAV, 6, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg
- CREDITANSTALT GLOBAL MARKETS UMBRELLA FUND, 11, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg
- DWS STEPINVEST BRIC PLUS, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- LEGG MASON PORTFOLIOS, 145, rue du Kiem, L-8030 Strassen
- NORDLUX, 7, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg
- R&S FONDS, 36, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg
- UNIGARANTPLUS: EUROPA (2010), 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg

**2) OPC partie II :**

- MULTIMANAGER, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- SPARINVEST PROPERTY, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg
- SPECIALS FUND, 50, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- THE EXPERTS, 16, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- THE INDEPENDENT INVESTOR FUND, 16, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- UNITED FUND OF FUNDS, 23, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg

**3) FIS :**

- ALBION ALTERNATIVE EVENT DRIVEN FUND, 46, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- EUROPA DYNAMIC, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- GLENIC ENERGY OCEAN, 32, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg
- MILESTONE PROPERTY FUND S.C.A., SICAV-FIS, 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- PROTECTED RICHELIEU MANAGED FUND, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- RIVINGTON REAL ESTATE FUND, FCP - SIF, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg
- SLGB FUND, 33, rue de Gasperich, L-5826 Howald-Hesperange

## PLACE FINANCIERE

### Les principaux chiffres actualisés concernant la place financière :

Nombre de banques : **148** (3 novembre 2010)

Somme des bilans : **EUR 777,218 milliards** (30 septembre 2010)

Résultat avant provisions : **EUR 3,92 milliards** (30 septembre 2010)

Emploi : **26 217 personnes** (30 septembre 2010)

---

Nombre d'OPC : **3 640** (11 novembre 2010)

*dont 1 162 fonds d'investissement spécialisés (FIS)*

Patrimoine global net : **EUR 2 083,740 milliards** (30 septembre 2010)

---

Nombre de sociétés de gestion : **190** (9 novembre 2010)

(chapitre 13 de la loi du 20 décembre 2002)

Chiffre provisoire de l'emploi : **2 289 personnes** (30 septembre 2010)

---

Nombre d'entreprises d'investissement : **111** dont **11** succursales (9 novembre 2010)

Somme des bilans des entreprises d'investissement : **EUR 1,465 milliards** (30 septembre 2010)

Résultat net provisoire : **EUR 257,120 millions** (30 septembre 2010)

Emploi : **2 323 personnes** (30 septembre 2010)

---

Nombre d'autres PSF : **110** (9 novembre 2010)

Somme des bilans des autres PSF : **EUR 21,66 milliards** (30 septembre 2010)

Résultat net provisoire : **EUR 831,258 millions** (30 septembre 2010)

Emploi : **3 622 personnes** (30 septembre 2010)

---

Nombre de PSF de support : **77** (9 novembre 2010)

Somme des bilans des PSF de support : **EUR 1 017,23 millions** (30 septembre 2010)

Résultat net provisoire : **EUR 35,37 millions** (30 septembre 2010)

Emploi : **8 078 personnes** (30 septembre 2010)

---

Nombre de fonds de pension : **15** (4 novembre 2010)

---

Nombre de SICAR : **239** (4 novembre 2010)

---

Nombre d'organismes de titrisation agréés : **25** (4 novembre 2010)

---

Nombre d'émetteurs de valeurs mobilières dont le Luxembourg

est l'Etat membre d'origine en vertu de la Loi Transparence : **727** (10 novembre 2010)

---

Chiffre provisoire de l'emploi total dans les établissements surveillés :  
**42 529 personnes** (30 septembre 2010)

---

#### Newsletter de la CSSF

Conception et rédaction : Secrétariat général de la CSSF

110, route d'Arlon, L-2991 LUXEMBOURG

Tél. : (+352) 26 251 560

E-mail : [direction@cssf.lu](mailto:direction@cssf.lu)

Site Internet : [www.cssf.lu](http://www.cssf.lu)

*Newsletter de la CSSF - novembre 2010*